

TD(X)/Misc. 11  
17 février 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Conférence des Nations Unies sur le commerce  
et le développement  
Dixième session  
Bangkok, 12-19 février 2000

## DÉBAT INTERACTIF

**Conférencier d'honneur : M. James Wolfensohn, Président,  
de la Banque mondiale**

### Résumé

*Document non officiel établi par le secrétariat de la CNUCED.*

#### ***I. Exposé introductif***

Selon M. Wolfensohn, la CNUCED et la Banque mondiale étaient l'une et l'autre particulièrement conscientes de la nécessité urgente de s'attaquer à des questions cruciales telles que l'intégration des pays en développement dans l'économie mondialisée, la concentration de l'IED dans quelques pays en développement, la réduction du protectionnisme et des subventions dans les pays développés, les difficultés des pays en développement à mettre en œuvre les accords commerciaux, la nécessité d'une libéralisation du commerce agricole pour les pays en développement, en particulier les PMA et ceux bénéficiant de l'initiative PPTE, la proposition d'admettre en franchise de douane toutes les exportations des PMA, et la possibilité de mettre en place de nouveaux mécanismes de gestion des risques liés aux produits de base. M. Wolfensohn s'est félicité que la CNUCED ait inclus toutes ces questions dans le projet de plan d'action devant

Après avoir considéré les préoccupations actuelles relatives à la pauvreté et au  
Wolfensohn a dit que les progrès réalisés en matière de réduction de la  
étaient lents et inégaux. Selon des estimations récentes de la Banque mondiale, si les  
tendances actuelles se maintenaient, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par  
jour devrait se stabiliser autour de 1,2 milliard d'ici 2008. La région de l'Asie de l'Est et du  
Pacifique était la seule où la pauvreté avait diminué aussi bien en pourcentage qu'en chiffres  
absolus. Dans toutes les autres régions, la pauvreté avait augmenté en chiffres absolus et les

GE.00-70170 (F)  
BKK.00-288

nécessaires à la lutte contre la pauvreté, au progrès social et à l'équité risquaient d'être réduits à néant. Toutefois, la libéralisation du commerce, à elle seule, n'était pas la panacée pour atteindre

la croissance et réduire la pauvreté. Il fallait adopter toute une série de mesures complémentaires concernant l'amélioration des infrastructures, la gestion des affaires publiques et la réforme des institutions, les investissements sociaux (par exemple, dans l'éducation et la santé), etc.

À problèmes mondiaux, solutions mondiales. Cela signifie que les institutions internationales doivent nouer des partenariats pour regrouper leurs capacités de façon transparente et dans une

La révolution technologique et ses conséquences nous rattachent les uns aux autres dans un monde unifié. Le temps n'est pas loin où tous les villages du monde seront reliés par satellite. Toutefois, si elle n'est pas maîtrisée, cette révolution risque d'être un instrument d'exclusion plutôt

Wolfensohn a conclu sur une note optimiste en déclarant que la révolution des technologies de l'information était un formidable instrument de lutte contre la pauvreté et qu'il ne fallait pas manquer de saisir les possibilités qu'elle offrait.

## *II. Débat*

Au cours du débat qui a suivi, plusieurs participants se sont déclarés favorables au concept de partenariat que M. Wolfensohn avait évoqué en expliquant les éléments nécessaires à un cadre intégré de développement. Il y a eu consensus apparent sur l'importance d'une convergence, au sein de l'ensemble des institutions internationales de développement et des sociétés nationales, dans le sens de l'instauration d'un partenariat pour le développement qui serait l'un des éléments essentiels de ce cadre. Les activités de la CNUCED en faveur d'un partenariat social jouaient un

Tout en souscrivant aux propos de M. Wolfensohn quant à l'intérêt de promouvoir un partenariat pour le développement, plusieurs participants ont insisté sur les objectifs fondamentaux qu'étaient le renforcement des capacités de production et l'amélioration de l'accès aux marchés. En particulier, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les pays les plus défavorisés était un complément indispensable des mesures d'allègement de la dette. Les intervenants ont souligné le rôle de la productivité et des facteurs d'i étroitement liés à la mise en valeur des ressources humaines, en tant que conditions fondamentales d'une diminution de la pauvreté. L'approche intégrée du développement préconisée par M. Wolfensohn ne devait pas reposer uniquement sur des préalables macroéconomiques bien définis, mais devait aussi reconnaître l'importance fondamentale du renforcement des capacités de production et de la compétitivité, outre une réduction de la dette et la satisfaction des besoins humains fondamentaux. À cet égard, plusieurs participants ont évoqué la nécessité de préserver des niveaux adéquats d'investissement dans le secteur des infrastructures. Si la Banque faisait bien d'accorder la priorité, dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté, aux investissements dans l'éducation de base et les services de santé, il ne fallait pas oublier que l'infrastructure était un domaine dans lequel elle possédait un avantage comparatif par rapport aux donateurs bilatéraux. D'autres orateurs ont exprimé des doutes quant à l'ampleur des investissements privés consacrés aux infrastructures matérielles dans les pays en développement.

Plusieurs orateurs sont revenus sur la menace, évoquée par M. Wolfensohn dans son intervention initiale, d'un "fossé numérique" entre ceux qui avaient accès à Internet et ceux qui n'y avaient pas accès. Des inquiétudes ont été exprimées quant aux obstacles qui pouvaient empêcher les pays en développement de tirer parti du commerce électronique, notamment une infrastructure

de télécommunication inadéquate et des compétences et une formation insuffisantes dans ce domaine. Il était important que la Banque et d'autres institutions unissent leurs efforts pour empêcher que les pays en développement ne soient pas exclus de la nouvelle "société du savoir". Il a par ailleurs été estimé que le coût élevé des télécommunications, imputable à la persistance de monopoles et d'oligopoles dans les pays en développement, était un problème sur lequel devaient se pencher ensemble les gouvernements et la Banque.

Répondant aux préoccupations exprimées par plusieurs participants quant à l'appui accordé par la Banque mondiale aux pays pauvres très endettés (PPTÉ), M. Wolfensohn a dit que ce soutien ne devait pas être assorti de conditionnalités supplémentaires qui empêcheraient de faire de l'allègement de la dette le point de départ d'une nouvelle dynamique de développement. Une approche pragmatique de la réduction de la dette devrait toujours être poursuivie en tenant compte des préoccupations des pays intéressés s'agissant de la problématique du développement.

D'autres sujets de préoccupation ont été évoqués, dont la protection des connaissances traditionnelles des communautés autochtones, la corruption, les liens entre, d'une part, la stabilité économique et financière et, d'autre part, la stabilité sociale et le respect des droits des travailleurs, et la possibilité d'accorder une plus grande place aux pays en développement dans le processus de décision des institutions multilatérales.

-----